



**HÔPITAL INTERCOMMUNAL « SEVRE ET LOIRE »**  
**1 Allée Alphonse Fillion**  
**44122 VERTOU**

Marché à procédure adaptée n° 2017-02 du 14 juin 2017  
Articles 27, 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

*Mise en place d'une infrastructure commune de télécommunication aux sites du  
HISL, dans le cadre de la reconstruction du site du Loroux-Botttereau et de la  
restructuration partielle du site de Vertou*

**Avertissement : Les candidats se doivent de signaler à l'acheteur public toute erreur, toute omission, toute imprécision, toute contradiction ou toute ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans le dossier de consultation.**

## SOMMAIRE






<b>I. OBJET ET DUREE DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet du marché .....	3
1.2 Durée du marché .....	3
<b>II. FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>III. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
3.1 - Caractéristiques des prix .....	4
3.2 - Variations dans les prix .....	4
3.3 - Présentation de l'offre de prix.....	4
<b>IV. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
4.1 – Lieu d'exécution.....	4
4.2 - Conditions d'exécution du marché .....	4
<b>V. AGREMENTS / QUALIFICATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>VI. VERIFICATION ET ADMISSIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>VII. PENALITES .....</b>	<b>5</b>
<b>VIII. MODALITES DE REGLEMENT DES FACTURES.....</b>	<b>6</b>
8.1 – Modalités de règlement. ....	6
8.2 – Intérêts moratoires.....	6
8.3 – Présentation des demandes de paiement .....	6
<b>IX. ASSURANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>X. DROITS ET LANGUE.....</b>	<b>7</b>
<b>XI. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>7</b>
<b>XII. RESILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
<b>XIII. COALITIONS ET manœuvres ILLICITES .....</b>	<b>9</b>
<b>XIV. LITIGES – TRIBUNAL COMPETENT.....</b>	<b>9</b>
<b>XV. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>10</b>

## I. OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

### 1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet : « **La mise en place d'une infrastructure commune de télécommunication aux sites du HISL, dans le cadre de la reconstruction du site du Loroux-Bottereau et de la restructuration partielle du site de Vertou** »

L'HISL se compose de **cinq sites** répartis comme suit :

-  Hôpital de Vertou
-  Hôpital de Loroux-Bottereau
-  Maison d'Accueil Spécialisé au Loroux-Bottereau
-  Domicile Collectif Résidence l'Orée de Golène à Haute-Goulaine
-  Domicile Collectif Résidence les Nymphéas à La Haye-Fouassière

Les trois premiers sites sont concernés par le projet de mise en réseau de la téléphonie et des services associés.

### 1.2 Durée du marché

Le durée des prestations sera établi pour une durée définie par le titulaire sur l'acte d'engagement (ATTRI1), à compter de la date de notification du marché, jusqu'à la date de levée des réserves.

La durée de la maintenance sera d'un an, à compter de la levée des réserves (VSR). Elle sera reconductible deux fois pour la même durée d'un an, par reconduction expresse. Soit un maximum de trois ans.

Les dates d'exécution seront indiquées dans les contrats, ainsi que dans le cadre du formulaire NOTI5 utilisé pour la notification du marché

Les besoins complémentaires exprimés par le biais d'un avenant, auront une période d'exécution identique au marché initial.

## II. FORME DU MARCHÉ

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est précisé que dans le cadre de la présente consultation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats. Conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre et notamment sur le prix.

L'HISL se réserve le droit d'apporter 8 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront impérativement répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

### III. PRIX DU MARCHÉ

#### **3.1 - Caractéristiques des prix**

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation (frais de port, déplacements, personnel, ...), ainsi, que tous les frais afférents aux prélèvements, aux analyses de terrain ou de laboratoire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à la transmission papier et/ou informatique des données.

#### **3.2 - Variations dans les prix**

Les prix seront **fermes** pendant toute la durée du marché.

#### **3.3 - Présentation de l'offre de prix**

L'offre de prix établie sera transmise selon le cadre de la DPGF fournie par l'établissement.

Le taux de T.V.A. applicable est de 20%.

### IV. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### **4.1 – Lieu d'exécution**

Les prestations concernent les sites du **HISL**. Cependant, si de nouveaux besoins voient le jour pendant la durée du marché, l'HISL pourra en passer commande, pendant la durée du marché et dans le respect du décret de mars 2016.

#### **4.2 - Conditions d'exécution du marché**

Les dispositions d'exécution du présent marché seront conformes aux modalités et conditions précisées dans le dossier de consultation, notamment au regard du présent C.C.A.P et du C.C.T.P. joints de leurs annexes.

La prestation se faisant en site occupé, il sera demandé la plus grande vigilance des intervenants.

D'autre part, la prestation relevant de la sécurité de nos patients/résidents, le prestataire devra assurer un service continu (jours ouvrés et ouvrables).

## V. AGREMENTS / QUALIFICATIONS

Le titulaire devra transmettre chaque année, les agréments du constructeur et certificats de qualification de futur titulaire, requis pour la bonne exécution de la prestation.

En cas de perte d'agrément et/ou qualifications, le marché pourra être résilié unilatéralement par simple envoi de lettre recommandée avec avis de réception du Pouvoir Adjudicateur.

## VI. VERIFICATION ET ADMISSIONS

### **6.1 – Livraison des matériels :**

Les opérations de vérification des livraisons de matériels sont effectuées par l'**HISL**.

Les dispositions du C.C.T.P. et les éléments portés au mémoire technique serviront de critère de référence dans le cadre de l'admission des matériels et de la qualité de la prestation.

Les bons de livraison signés attesteront de la réception des matériels.

Toutefois, la conformité des matériels pourra être contestée 7 jours après réception du colis.

En cas de non-conformité, le titulaire s'engage, à ses frais, d'honorer une remise des matériels selon les prescriptions du présent marché.

### **6.2 – Réception de l'installation :**

En conformité avec le CCTP, un procès-verbal de réception sera dressé après tests et vérifications effectuées sur le matériel déployé et mis en fonctionnement.

Sa signature des deux parties donnera valeur contractuelle à la réception.

## VII. PENALITES

En dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités s'appliqueront sans minimum de montant.

Le calcul des pénalités sera le suivant :

- Pour non remise de documents (Dossier des Ouvrages exécutés) : 150 € HT par jour de retard
- Pour non respect du planning d'exécution: 150 € HT par jour de retard
- Pour non respect du temps d'intervention (GTI) : 100 € HT par heure de retard à compter de la demande d'intervention (il faut assurer une traçabilité par mail ou sur l'extranet pour déclencher le décompte).

- Pour non respect du temps de rétablissement total (GTR) : 100 € HT par heure de retard à compter de l'heure d'arrivée sur le site. L'intervenant devra obligatoirement signaler sa présence auprès d'un interlocuteur du CH.
- Tous documents administratifs annuels (assurance, CV des intervenants) : 80 € HT par jour de retard.

Toute heure entamée sera considérée comme entière.

## VIII. MODALITES DE REGLEMENT DES FACTURES

### **8.1 – Modalités de règlement.**

Le mode de règlement retenu par l'acheteur public est le mandatement par le Trésorier de chaque établissement selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder **50 jours** selon les dispositions en vigueur.

### **8.2 – Intérêts moratoires**

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Il peut être suspendu à la demande du pouvoir adjudicateur, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.

### **8.3 – Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au paiement seront établies en **1 original et 1 copie** portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- l'objet, la référence du marché concerné ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature et le lieu des prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des prestations en question après application de la variation de prix ;
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

La facturation des prestations s'effectuera mensuellement, en fonction de l'avancement des prestations, jusqu'à hauteur de 80 % du marché.  
Les 20 % restants seront versées après la levée des réserves.

Les factures afférentes au paiement devront être libellées et adressées en un original et un copie adressées à :

**HÔPITAL INTERCOMMUNAL SEVRE ET LOIRE**  
**Direction des Achats, de la maintenance, des travaux et de la logistique**  
**1 Allée Alphonse Fillion**  
**44122 VERTOU**

## **IX. ASSURANCE**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Chaque année, il devra justifier de sa couverture en adressant la nouvelle attestation auprès de la cellule des marchés publics. Il ne saurait se soustraire à cette obligation en cas de réclamation par l'établissement.

## **X. DROITS ET LANGUE**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en langue française uniquement. Auquel cas, une traduction devra être obligatoirement remise.

## **XI. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE**

Les supports informatiques et documents fournis par l'**HISL** au prestataire restent la propriété de l'établissement.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le prestataire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifié, le prestataire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Il s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le prestataire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance

Chaque opération de maintenance devra faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et les noms des intervenants, transmis à l'établissement.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de l'établissement, le prestataire prendra toutes dispositions afin de permettre à l'établissement d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure.

A cette fin, le prestataire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'établissement avant chaque opération de télémaintenance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'établissement et du prestataire, mentionnant les dates et nature détaillées des interventions de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.



## **XII. RESILIATION DU MARCHÉ**

L'**HISL** se réserve le droit de résilier ou de modifier le marché, sans que le contractant puisse prétendre à une indemnité, pour l'un ou l'autre des motifs ci-dessous :

- Faute grave constatée : manquement aux obligations réglementaires, accident grave dû à un manquement de contrôle et/ou de vérification ;
- Défaut/perte d'agréments constructeur sur un matériel livré en phase d'exécution,
- Modifications apportées à la prestation non validées de l'établissement ;
- Absence, inadaptation ou insuffisance de moyens mis en œuvre pour la gestion et la réalisation des prestations,
- Inexécution ou exécution défectueuse répétée, constatée et notifiée,
- Violation de la clause de confidentialité,
- Modifications importantes sur les moyens mis en œuvre en ayant des conséquences graves sur l'exécution du marché,
- Lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles 44 à 46 sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles R324-4 ou R323-7 du code du travail conformément au 1° de l'article 46 du code des marchés publics.
- Motif d'intérêt général.

Le titulaire du marché ne percevra aucune indemnité sur la partie non exécutée du marché.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 4 du RC ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **XIII. COALITIONS ET MANŒUVRES ILLICITES**

Il est procédé comme il se doit conformément aux dispositions des articles L420-1, L420-2, L464-9 et R 464-9-1 à R 464-9-3 du Code de Commerce, ainsi que selon l'ordonnance du 13 novembre 2008 portant modernisation de la régulation de la concurrence.

## **XIV. LITIGES – TRIBUNAL COMPETENT**

En cas de contestation relative à l'interprétation, la validité ou l'exécution du marché, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. Dans le cadre de cette conciliation, pourra être désigné un expert indépendant, d'un commun accord des parties, en charge d'une tentative de conciliation. Si une telle solution n'a pu être trouvée, les différends seront tranchés par le Tribunal Administratif de Nantes.

## **XV. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Toutes les dispositions du CCAG non contredites par les stipulations du présent CCAP demeurent applicables.

Fait à

Le

**Titulaire (signature + cachet)**

Fait à VERTOU

Le

**Le Pouvoir Adjudicateur**